

Ministère des Affaires sociales, de la Santé et Droits des femmes
Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Synthèse de l'actualité

Du 21 au 28 mars 2015

Action institutionnelle

Des progrès majeurs pour l'égalité salariale en France

**equal
pay
day, -**

A l'occasion de la **Journée de l'égalité salariale** (« Equal pay day » en anglais), Marisol TOURAINE, ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, et Pascale BOISTARD, secrétaire d'Etat chargée des Droits des Femmes, ont souligné les avancées de la France dans la lutte contre les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, un sujet d'action majeur pour le Gouvernement. La Journée de l'égalité salariale a été créée par **BPW International**. Elle marque le nombre de jours supplémentaires que les femmes doivent travailler pour atteindre les mêmes salaires que les hommes l'année précédente. En France, si l'on compte 24 % d'écart salarial entre les hommes et les femmes et que l'on traduit ce pourcentage en nombre de jours, les femmes doivent travailler jusqu'au 26 mars 2015 pour gagner la même somme qu'un homme en 2014, soit près de trois mois supplémentaires. Dans leur communiqué, les ministres annoncent en particulier que 1 500 (entreprises ont fait l'objet d'une mise en demeure et 48 ont été sanctionnées pour non-respect de leurs obligations. Une majorité d'entreprises mises en demeure ou pénalisées régularisent leur situation en quelques mois. Les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations ne peuvent plus soumissionner aux marchés publics, rajoutent Marisol TOURAINE et Pascale BOISTARD, qui soulignent que l'action du gouvernement porte ses fruits : en effet, les inégalités salariales reculent plus vite en France que dans le reste de l'Europe et le taux d'activité des femmes continue de progresser en France. Enfin, le seuil de 30 % de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises a été dépassé en 2014 (+ 3 points en un an), faisant de la France le pays de l'Union européen le plus avancé en la matière.

[Retrouver le dossier et les infographies sur notre site](#)

Pascal BOISTARD accueille la signature de la Charte d'engagement LGBT

Mardi 24 mars, Pascale BOISTARD, a accueilli la signature de la **Charte d'engagement LGBT** de l'association l'[Autre Cercle](#) avec les entreprises AXA, Sodexo et Thomson Reuters. En présence de Jacques TOUBON, **Défenseur des Droits**, elle a salué la mobilisation des 22 entreprises signataires de cette charte visant à assurer un environnement de travail non discriminant et non hostile pour les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et transgenres. Elle a par ailleurs rappelé le combat que mène quotidiennement le gouvernement pour faire progresser l'égalité, notamment dans le monde du travail (lire page 6).



Audition de Pascale BOISTARD sur la lutte contre le système prostitutionnel

Le 26 mars, la **commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel** (lire page 10) a auditionné la secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes. Alain GOURNAC, a pris le relais, comme vice-président d'âge, à Jean-Pierre GODEFROY qui a démissionné de ses fonctions de président. Le 24 mars, Jean-Pierre VIAL a été élu président de la commission spéciale, qui a procédé à l'examen des amendements au texte. La proposition de loi « prostitution » sera discutée en séance publique au Sénat les **lundi 30 et mardi 31 mars**.



[Retrouver le compte rendu de l'audition de Pascale BOISTARD](#)

Droit d'accès à la restauration scolaire : une question d'égalité femmes-hommes

Le **Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes** a diffusé le 11 mars un communiqué sur la proposition de loi visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire, examinée le 12 mars à l'**Assemblée nationale**. Le HCEfh indique qu'il apporte son soutien à ce texte « *susceptible de faire reculer les discriminations relatives à l'accès à la cantine scolaire, en particulier pour un enfant dont l'un des deux parents est sans emploi - le plus souvent la mère* ». Et de souligner que dans le rapport EGALiTER « *Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés* », remis le 19 juin 2014 au Gouvernement (synthèses des 19 juin, 10 et 24 octobre 2014), le **Haut Conseil à l'Egalité** appelait les pouvoirs publics à se saisir de cette question et leur recommandait de faciliter l'accès à la restauration scolaire.



[Retrouver le communiqué du HCEfh](#)

Le HCEfh à l'ONU lors de la 59^e session de la CSW

Danielle BOUSQUET, présidente du **Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes**, représentait le HCEfh, à l'ONU lors de la 59^e session de la Commission de la condition de la femme (synthèses des 13 février et 20 mars) pour réaffirmer le soutien de la France à une mise en œuvre plus rapide du programme d'action de Pékin pour les droits des femmes et l'égalité dans le monde.

[Lire le communiqué sur le site du HCEfh](#)

Délibération du CSA relative au respect des droits des femmes par l'audiovisuel public

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a inséré un quatrième alinéa à l'article 3-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 qui confie notamment au **Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)** la mission de veiller, « *d'une part, à une juste représentation des femmes et des hommes dans les programmes des services de communication audiovisuelle et, d'autre part, à l'image des femmes qui apparaît dans ces programmes, notamment en luttant contre les stéréotypes, les préjugés sexistes, les images dégradantes, les violences faites aux femmes et les violences commises au sein du couple* ». Le **Journal officiel** a publié une délibération du CSA n° 2015-2 du 4 février 2015 relative au respect des droits des femmes par les sociétés nationales de programme, les services de télévision à caractère national et les services de radio appartenant à un réseau de diffusion à caractère national.



[Retrouver la délibération sur Légifrance](#)

Les discriminations spécifiques aux femmes dans l'emploi

« Malgré l'importance des dispositifs destinés à garantir l'égalité, les discriminations à l'égard des femmes dans le monde du travail persistent, y compris dans la fonction publique », constate quotidiennement le **Défenseur des Droits**. L'institution a mis un sujet en ligne sur les saisines dont il fait l'objet. « Les femmes sont particulièrement touchées par les discriminations dans l'emploi, notamment par des ruptures de période d'essai ou non-renouvellements de CDD suite à l'annonce d'une grossesse », explique le DDD. « Les inégalités salariales persistantes et le harcèlement sexuel demeurent également des phénomènes de grande ampleur ».

[Retrouver le dossier sur le site du Défenseur des droits](#)

Écart des rémunérations entre femmes et hommes dans la fonction publique

Le **Défenseur des droits**, Jacques TOUBON, et la Direction générale de la l'administration de la Fonction publique ont rendu publique le 6 mars une synthèse d'études consacrées à l'écart des rémunérations entre femmes et hommes dans la fonction publique. Lancé il y a trois ans, fruit du travail concerté de recherche de trois équipes d'économistes, ce document passe au scanner les disparités salariales qui existent selon le sexe des salarié-e-s dans les trois versants de la fonction publique et propose un décryptage pour analyser cet état de fait, en comparaison avec le secteur privé.



[Retrouver l'information et la synthèse sur le site du Défenseur des droits](#)

Céline RONSSERAY nommée DDDFE des hauts-de-Seine

Céline RONSSERAY a été nommée **déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité** des Hauts-de-Seine le 1^{er} janvier 2015 après quatre années et demi aux mêmes responsabilités dans le Morbihan (synthèse du 7 juin 2010). Céline RONSSERAY est docteure de l'Université de La Rochelle. Elle a soutenu une thèse en histoire moderne portant sur l'administration coloniale en Guyane. Elle a été intervenante à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), puis ingénieure de recherche au Centre international de recherche sur les esclavages (CNRS) sur la réalisation d'une base de données sur « Le droit des traites et des esclavages ». Elle participe toujours aux travaux du Groupe de recherche en Histoire du droit et des Institutions de l'Outre-mer de l'Université Antilles-Guyane. Avant de rejoindre le Morbihan, Céline RONSSERAY était directrice du Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane.



Virginie SANZ, chargée de mission pour les droits personnels et sociaux en Rhône-Alpes



Le 1^{er} janvier 2015, Virginie SANZ, attachée principale d'administration du ministère de la Justice, a pris ses fonctions de **chargée de mission pour les droits personnels et sociaux** pour le département du Rhône (Direction départementale de la cohésion sociale) et la région Rhône-Alpes (Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Rhône-Alpes). Titulaire d'une maîtrise de droit public à l'université de Montpellier I, elle a passé le concours de l'Institut régional d'administration : (IRA) de Bastia et a passé plus tard l'examen professionnel du principalat. Virginie SANZ a commencé sa carrière comme gestionnaire des établissements et services du secteur public à la direction départementale de la protection judiciaire et la jeunesse des Hauts de Seine. Elle a été nommée ensuite rédactrice au bureau des partenaires institutionnels et des territoires de la Direction nationale de la Protection judiciaire de la jeunesse, puis, avant d'être nommée au Service des droits des femmes et de l'égalité, auditrice à la Direction des politiques éducatives et de l'audit - Direction interrégionale de la Protection judiciaire de la jeunesse du Centre Est (Rhône-Alpes Auvergne).

Dans les territoires

Haute-Normandie : sensibilisation des agents de collectivités à l'égalité femmes-hommes

La délégation régionale du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) a signé une convention de formation professionnelle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes avec les quatre principales collectivités régionales : la métropole Rouen Normandie, le département de la Seine-Maritime, la région Haute-Normandie et la ville de Rouen. Après une sensibilisation des directions générales de ces grandes collectivités faite en 2014 au CNFPT par la **délégée régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Haute-Normandie**, un plan de formation d'ampleur a été conçu pour former à terme l'ensemble des agents. A ce jour, déjà 250 agents ont été formés et 600 autres sont inscrits. Plusieurs groupes sont constitués en fonction des métiers : communication-RH, encadrement, agents publics... Il s'agit d'un plan d'envergure qui vise à combattre les stéréotypes et à faire progresser l'égalité en sensibilisant directement tous les agents dans le cadre d'un apport d'informations suivi d'un échange de pratiques professionnelles sur l'égalité entre les hommes et les femmes.



Yvelines : Inauguration d'un accueil de jour pour les femmes victimes de violences



L'Etincelle, accueil de jour départemental pour les femmes victimes de violences, sera inauguré le jeudi 2 avril par le préfet des Yvelines, le président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, maire de Montigny-le-Bretonneux, président du conseil d'administration de l'Equinoxe, CHRS qui accueillera le nouveau centre dans ses locaux, et la **délégée départementale aux droits des femmes et à l'égalité**. La création de ce lieu d'accueil et d'écoute pour aider les victimes à rompre le cycle de la violence s'inscrit dans le cadre du 4^e plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016. Point d'appui pour la stratégie départementale d'accompagnement des femmes victimes de violences, il a vocation à favoriser la coordination des dispositifs et acteurs du territoire. Il offrira ainsi aux femmes victimes de violences une prise en charge précoce et coordonnée permettra d'inscrire ces femmes dans un parcours d'émancipation et de résilience. L'Etincelle disposera d'un service de mise en sécurité (SMS), grâce à des appartements prêts à accueillir les femmes et leurs enfants exposés à une situation de violence.

Haute-Saône : sciences et techniques en tous genres

Afin de promouvoir l'égalité et la mixité entre les filles et les garçons au sein des établissements scolaires de Haute-Saône, et de montrer que le 8 mars « c'est bien toute l'année », le directeur académique de Haute Saône de l'Education Nationale et la **délégée départementale aux droits des femmes et à l'égalité** ont organisé une semaine « Sciences et Techniques et Tous genres » du 26 au 30 janvier 2015 dans de nombreux établissements du département, dans le cadre de la déclinaison d'une action régionale. Cette semaine thématique c'est traduite à travers des expositions mises à disposition des établissements tel que « Le Mur des Préjugés », des visites de plusieurs entreprises, des rencontres entre élèves et des salariées et des théâtre-forum, des conférences ainsi qu'une table-ronde de clôture. Ainsi, cette semaine a pour but de permettre aux élèves de tout sexe de dépasser les stéréotypes sexués sur les métiers et formation afin de travailler sur les choix d'orientation professionnelle et de développer la mixité et l'égalité professionnelle.



Hommage

Décès de Monique ANTOINE-TIMSIT

Monique ANTOINE-TIMSIT, avocate, est morte d'un cancer, à l'âge de 82 ans, lundi 23 mars, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Moins de trois mois après le décès de Simone IFF (synthèse du 31 janvier) c'est une autre actrice majeure de la lutte des femmes pour la maîtrise de leur corps qui disparaît, quarante ans après la promulgation de la loi libéralisant l'interruption volontaire de grossesse (loi VEIL). Martine STORTI (journaliste et écrivaine) signe dans Le Monde du 27 mars la nécrologie de Monique ANTOINE-TIMSIT.



« Avocate, c'est-à-dire défendre des personnes et défendre des causes, inlassablement, au long de ces années, dans un mélange d'engagement, de générosité, d'humour et de modestie. Elle ne cherchait pas les micros et les caméras, mais elle était là, et bien là », se souvient son amie. Monique ANTOINE-TIMSIT avait défendu lors du procès de Bobigny, la jeune Marie-Claire qui avait avorté après un viol et avait cofondé en 1973, notamment avec Jeannette LAOT, alors membre de la direction de la CFDT, et Simone IFF, présidente du Planning familial, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC). Elle l'a présidé jusqu'en 1975. « Après le vote de la loi VEIL, Monique ANTOINE participe à d'autres combats, tandis que son appartement de la rue Vieille-du-Temple à Paris devient un des hauts lieux du Mouvement de libération des femmes (MLF) », raconte Martine STORTI. Nous présentons nos condoléances à sa famille et à ses proches.

Egalité, non discrimination, féminisme

Concours de courts métrages sur les enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes

Dans le cadre de la campagne « [He For She](#) », lancée par Emma WATSON à la tribune de Nations Unies (synthèses des 22 juillet et 3 octobre 2014), le Comité ONU Femmes France, le Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes et le Pôle Egalité Femmes - Hommes de l'Université Paris Diderot lancent un concours vidéo à destination des étudiantes et étudiants.



Il s'agira de réaliser un court métrage de 30 secondes à 3 minutes sur les enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes, pour les jeunes aujourd'hui. Les inscriptions se font en ligne jusqu'au **30 avril 2015**, la réception des films est attendue au plus tard le mardi 30 juin 2015. La remise des prix se fera le 25 septembre 2015 à l'Assemblée Nationale !

[Pour tout savoir sur le concours et s'inscrire en ligne](#)

De l'importance de la sémantique dans les droits des femmes

« Comme tous les 8 mars, on observera un vocabulaire qui tend à minimiser les violences contre les femmes. Les termes discriminants symboliques visent à rendre les femmes invisibles et à légitimer leur exclusion de l'espace public »... A l'occasion de la journée internationale, plusieurs associations féministes (Les Chiennes de garde, La Coordination française pour le Lobby européen des femmes, Femmes Solidaires, Libres Mariannes, Mouvement HF-égalité dans les arts et la culture, Osez le Féminisme !) ont diffusé un petit « bréviaire » du vocabulaire des droits des femmes et des mots ou expression à bannir à l'attention des journalistes, publié en ligne par... un seul quotidien !

[Retrouver le bréviaire sur le site de L'Humanité](#)

Le SNEP-FSU met en ligne un « Abécédaire de l'égalité »

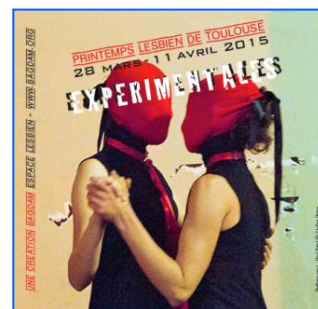
Le syndicat SNEP-FSU a fait savoir dans un communiqué de presse diffusé le 5 mars à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, qu'il regrette la disparition des ABCD de l'égalité (« *sous la pression des opposants à l'égalité !* ») et du site dédié à cet outil. L'organisation syndicale a fait le choix de continuer à diffuser et ces éléments de réflexion, pour mieux lutter contre les stéréotypes dans le quotidien à l'école, en particulier dès l'école primaire. Le SNEP-FSU a mis en ligne un « Abécédaire de l'égalité en éducation physique et sportive et en sport ».



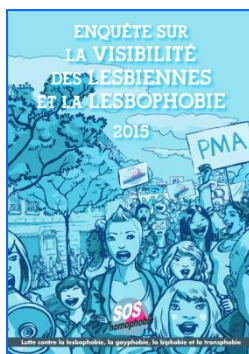
[Retrouver l'abécédaire en ligne sur le site du SNEP-FSU](#)

Contre l'invisibilité, parler et faire parler de lesbophobie

Alors que [le 18^e Printemps lesbien de Toulouse](#) va s'ouvrir le 28 mars jusqu'au 11 avril, et que Pascale BOISTARD, secrétaire d'État chargée des Droits des femmes, a accueilli la signature de la **Charte d'engagement LGBT** de l'association l'Autre Cercle avec plusieurs entreprises (lire page 2), l'actualité se penche sur les discriminations et les violences contre les lesbiennes. Sous le titre de « *Les lesbiennes doivent sortir de l'invisibilité* », **Libération** du 6 mars publie les résultats d'une « *enquête édifiante sur les violences liées à la lesbophobie* » menée par **SOS Homophobie** : « [Enquête nationale sur la visibilité des lesbiennes et la lesbophobie](#) ». « *Deux ans après*



le vote pour le mariage pour tous et alors que le mot « lesbophobie » est enfin entré dans le dictionnaire, pour les lesbiennes, le « *vivons heureuses, vivons cachées* » semble être toujours de mise », souligne le quotidien qui explique que « *par peur des « réactions hostiles », des violences*



qu'elles pourraient susciter », les lesbiennes « *se rendent « invisibles » dans la société* ». Pour présenter et discuter les résultats de cette enquête, la 3^e Rencontre de l'Observatoire régional des violences faites aux femmes du Centre Hubertine Auclert est organisée le lundi 30 mars sur le thème : « [La lesbophobie, une violence faite aux femmes](#) ». Signalons enfin que la **Coordination lesbienne en France** va dresser [un bilan des actions contre la lesbophobie](#) en Interrogeant les organisations et les institutions. La CLF souhaite élaborer un inventaire des bonnes pratiques contre la lesbophobie que sera présenté le 16 mai à l'auditorium de la ville de Paris. « *Dans le contexte actuel* », souligne la coordination, « *parler et faire parler de lesbophobie constitue un acte politique* ».

« La maison de l'égalité : une architecture européenne »

Le **Lobby Européen des Femmes**, la plus grosse coordination d'associations de femmes de l'Union européenne, fête cette année ses 25 ans d'activisme féministe. « *2015 est une année charnière pour le droit des femmes en France et en Europe avec des rendez-vous internationaux essentiels* », souligne la coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, évoquant notamment la 59^e session de la Commission de la condition de la femme (synthèses des 13 février et 20 mars). « *Dans ce contexte et pour célébrer les 20 ans de la Plateforme d'action de Pékin* », le Lobby lance une campagne du lobby pour toute l'année 2015 et en particulier son thème du mois de mars : « les mécanismes institutionnels européens vitaux pour réaliser l'égalité ».



[Retrouver l'information sur le site de la CLEF](#)

Des hommes se battent pour l'égalité... Ou pas.

Dans le cadre de la campagne « Des « droits de l'homme » aux « droits humains » » (synthèse du 2 mars), le **jeudi 2 avril** à l'Assemblée nationale, **Zéromacho** lancera officiellement son affiche de la Déclaration des droits humains des citoyennes et des citoyens, présentation qui sera suivi d'un débat sur le thème « Des hommes se battent pour l'égalité ». Nous n'avons pas relayé plusieurs initiatives masculines à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. L'association **CARE France**, avec en particulier Vincent CASSEL comme porte-parole, [a mis en ligne une pétition](#) pour lutter contre les inégalités dont les femmes sont victimes dans le monde et pour mettre l'égalité des genres au cœur des engagements des gouvernements. Le texte et la liste des premiers signataires ont été publiés par **Libération** du 10 mars sous le titre « *Si t'es un homme...* ». Autre initiative, plus ou moins appréciée sur les réseaux sociaux féministes, l'opération « [Mettez du rouge](#) », demandant aux hommes d'envoyer une photo avec du rouge à lèvres pour lutter contre les violences faites aux femmes... Nous ne reprenons pas dans cette synthèse les différentes actualités qui nous parviennent régulièrement des mouvements masculinistes (publications de livre, articles en ligne, etc.). Dernier avatar en date, **L'Express** du 23 mars nous présente le « méninisme », un mouvement « *qui arrive tout droit des Etats-Unis* ». « *Pied de nez au féminisme ou symptôme d'un nouveau mâle-être* », se demande [l'hebdomadaire qui a enquêté](#) sur « *ces hommes qui refusent de devenir le sexe faible* ». On notera également que **Libération** consacrait le 11 mars, sous le titre « *Battu en brèche* », son portrait de dernière page à Maxime GAGET, un informaticien « *maltraité et soumis pendant deux ans par sa compagne* », qui témoigne de ses souffrances dans un livre intitulé « [Ma compagne, mon bourreau](#) » (Michalon).



Plus légèrement, signalons trois informations qui pourront - éventuellement - enrichir le débat. Sous le titre « *Des clichés qui font mâle* », **Le Parisien** du 17 mars revient sur une émission de **France 2** dans laquelle Michel CYMES et Adriana KAREMBEU « *se penchent sur les différences entre hommes et femmes* ». Le quotidien rappelle que d'un décalage minime en terme de génétique découle « *une foule de disparités* ». **Télérama** du 25 mars se penche sur « *Les leurres du mâle* ». L'hebdomadaire présente « [Cherchez le garçon](#) », une exposition du **Centre d'art contemporain de Vitry-sur-Seine** qui invite jusqu'au 30 août, « *une centaine d'artistes hommes à questionner l'identité masculine, les valeurs qui lui sont associées (...) et le déterminisme social qui en découle* » (illustration ci-contre). Enfin, sous le titre « [Homme ou femme : un genre de choix](#) », **Libération** du 19 mars annonce que la ville de New York « *pourrait offrir à chacun (et à chacune ! NDC) la liberté de choisir son sexe inscrit sur l'état civil, sans obligation de changement physique* ». On terminera sur cette image du dessinateur Hergé, détournée par des féministes sur les réseaux sociaux (ci-dessous), et qui donne la parole à un homme, le capitaine Haddock, pour rappeler l'usage totalement inadéquat de l'appellation « Journée de la femme »...



Le Macho de l'année élu par les Chiennes de garde

À l'occasion de la Journée internationale pour les droits des femmes, les **Chiennes de garde** ont décerné leur prix au **Macho de l'année**, qu'elles ont élu pour une déclaration publique faite en 2014 (synthèse du 2 mars). Le 7^e macho à recevoir ainsi les déshonneurs féministes est Franck KELLER, conseiller municipal de Neuilly sur Seine, qui, le 31 août 2014, déclare sur Twitter : « *Quels atouts Najat Vallaud-Belkacem a-t-elle utilisés pour convaincre Hollande de la nommer à un grand ministère ?* ». Les Chiennes de garde ont nommé dauphins du Macho de l'année Philippe VITEL, député du Var, qui, le 2 avril 2014, déclare à propos de Valérie Trierweiler : « *Et Valérie, elle n'a pas droit à un ministère comme Ségolène ? Au nom de la justice du plumard !* », et Willy ROVELLI, humoriste, qui, le 8 janvier 2014, twitte au sujet des soldes « *demain si j'entends "non, désolée on n'a plus votre taille" je viole la vendeuse* ». Cette année, l'association féministe a également attribué un Macho de déshonneur à **France Télévisions**, qui, à l'occasion des Jeux olympiques de Sotchi, a laissé ses commentateurs dérapier sur le physique et la sexualité des sportives.

[Pour en savoir plus sur le prix du Macho de l'année sur le site des Chiennes de garde](#)



Egalité dans la vie professionnelle

« GDF-Suez n'a plus assez d'hommes à son conseil d'administration »



Anne-Marie Rocco, grand reporter à **Challenges**, [dans un article publié sur son blog le 24 mars](#) remarque que « *GDF-Suez n'a plus assez d'hommes à son conseil d'administration* » ! Dans ce billet, la journaliste de Challenges s'amuse : « *la nouvelle est passée quasi-inaperçue. Hier, lundi 23 mars, GDF-Suez a décidé de soumettre à ses actionnaires une nouvelle liste d'administrateurs composée à 63 % de noms de femmes. Le vote se tiendra le 28 avril prochain, à l'occasion de l'assemblée générale. Pour la première fois dans l'histoire du CAC 40, une grande entreprise française sera alors dotée d'un conseil d'administration à majorité féminine !* ».

Élisabeth BORNE pressentie pour prendre la tête de la RATP

Selon **Le Monde** du 24 mars, l'exécutif aurait choisi de confier le poste de PDG de la RATP à Élisabeth BORNE (synthèses des 4 février et 16 septembre 2013), actuelle directrice de cabinet de Ségolène ROYAL au ministère de l'Écologie. « *L'information n'a pour l'heure reçu ni démenti ni confirmation* », indique le quotidien mais « *L'Élysée devra dans tous les cas faire connaître son choix avant que le Parlement ne se prononce sur cette nomination en vertu de la dernière révision constitutionnelle* », le poste devant se libérer quoi qu'il arrive le 1^{er} mai.



Une nouvelle secrétaire générale à la tête de la CGT Santé-action sociale



A l'issue de son congrès qui s'est achevé le 27 mars, sur fond de dissensions internes, la fédération **CGT** de la santé et de l'action sociale a renouvelé ses instances dirigeantes : la secrétaire générale sortante, Nathalie GAMIOCHIP, cède la place à Mireille STIVALA, aide-soignante en psychiatrie au centre hospitalier spécialisé de Sarreguemines (Moselle).

Un portrait de Delphine HORVILLEUR, deuxième femme rabbin de France

Sous le titre de « *Delphine HORVILLEUR, iconoclaste par tradition* », **Le Monde** du 28 mars signale le documentaire d'Elisabeth LENCHENER diffusé sur LCP : « *un portrait aussi lumineux que passionnant sur la deuxième femme rabbin de France* » (synthèses des 24 juin et 22 octobre 2013). Le quotidien, indique qu'elle offre, « *à travers cette rencontre lumineuse la meilleure des réfutations qui soit aux réactions virulentes de celles et ceux - essentiellement des femmes, précise Delphine HORVILLEUR - qui l'accusent d'avoir abandonné ces différents rôles et ainsi « trahi le monde des femmes »...* » Des attaques et des préjugés que cette féministe balaye d'un sourire », constate **Le Monde**.



Retraites : les femmes davantage pénalisées par la décote

Les Echos du 23 mars annoncent que la **Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV)** vient de publier son premier bilan de la réforme des retraites de 2003. La CNAV constate une divergence entre les deux sexes : « *La part des pensions minorées parmi les femmes prestataires est passée de 7 % pour les assurées nées en 1944 à 8 % pour celles nées en 1948. La féminisation de la population des "décoteurs" s'est ainsi accentuée avec la montée en charge de la réforme des retraites de 2003* », écrit la **CNAV**. « *Ce mystère s'explique par les différences de carrière. Celles des femmes sont toujours plus heurtées que celles de leurs conjoints, avec les maternités et les congés parentaux* », indique le quotidien économique.

« Congé maternité. Double peine pour les Maternittentes »

L'Humanité dimanche revient sur la situation des « Maternittentes », ces intermittentes du spectacle qui se voient refuser toute indemnité journalière pendant leur congé maternité (synthèses des 9, 14 juin, 30 juillet 2010 et 10 novembre 2011). « *Réunies en collectif, certaines ont décidé de se battre pour faire valoir leurs droits et ont réussi à obtenir gain de cause* », annonce l'hebdomadaire qui relève que les succès obtenus par les Maternittentes ont été aussi utiles à d'autres. « *Des intermittents du spectacle en maladie qui se voyaient refuser leurs indemnités ont pu obtenir gain de cause. Cela ouvre aussi des perspectives pour les salariées précaires* », se félicite, Sylvie ASSOUN, l'avocate de plusieurs d'entre elles.

La grossesse serait un obstacle dans la carrière d'un tiers des femmes

Environ un tiers de femmes cadres ont vécu leur maternité comme un obstacle professionnel, selon une étude publiée le 24 mars par l'association [A compétence égale](#). Selon l'association, citée dans la presse du 25 mars, « *près d'un quart des mères interrogées affirment avoir été écartées de prises de décisions auxquelles elles avaient l'habitude de participer, à leur retour de congé maternité* » et « *trois quarts des mères sondées disent n'avoir pas modifié leur rythme de travail après une naissance* ». (« *La grossesse est un "obstacle" professionnel pour un tiers des femmes* », **Les Echos** ; « *La grossesse, un obstacle pour le tiers des femmes cadres* », **La Croix**).



Katharine VINER, première femme à la tête du «Guardian»

« *Elle a le Guardian dans le sang. Ses parents instituteurs le lisaient, et elle y a passé presque toute sa carrière. Katharine VINER, 44 ans, nouvelle rédactrice en chef du quotidien de centre gauche, y a aussi tout fait* », **Libération** du 23 mars annonce que Katharine VINER devient la première femme à diriger le journal créé en mai 1821, et qui n'a connu que onze rédacteurs en chef.

Egalité dans la vie personnelle et sociale

Une régates pour promouvoir la place des femmes dans la voile

Les obsèques de Florence ARTHAUD, décédée lors d'un crash d'hélicoptère en Argentine le 9 mars dernier pendant le tournage du jeu de **TF1** « Dropped » se tiendront le 30 mars. Alors que l'hommage est rendu à la « fiancée de l'Atlantique », revenons sur la cinquième édition de la « Women's Cup », une régates réservée aux femmes, qui s'est déroulée à Pornichet les 7 et 8 mars. « *Cet événement annuel organisé à l'occasion de la Journée des droits des femmes participe à la promotion de la présence féminine en mer* », indiquait **La Croix** du 5 mars. Le quotidien soulignait que « *la place des femmes dans le milieu encore très masculin de la voile demeure faible, même si la situation a évolué ces dernières années* ». Signalons enfin que, Florence ARTHAUD, l'auteur de « Un vent de liberté », s'apprêtait à publier « Cette nuit, la mer est noire » (**Ed Arthaud**), qui est sorti quelques jours après sa mort...



Coupe du monde féminine de football (suites)



Dans un communiqué diffusé le 19 mars, Patrick KANNER, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et Thierry BRAILLARD, secrétaire d'Etat chargé des Sports, se réjouissent que la **Fédération Internationale de Football Association** (FIFA) ait retenu la candidature française pour organiser la Coupe du monde féminine de football en 2019 (synthèse du 20 mars). Les ministres soulignent « *l'engagement du Gouvernement en faveur du développement sport féminin, avec des plans de féminisation demandés aux fédérations sportives ; une priorisation des aides aux clubs versées par le Centre national pour le développement du sport sur cette thématique ou la création d'un fonds de soutien diffusion télévisuelle du sport féminin* ». Nous n'avions pas inséré le logo de la Coupe du monde féminine 2019 dans notre dernière synthèse : le voilà ! Par ailleurs, la Fédération française de football a annoncé que la France recevra également la Coupe du Monde féminine des moins de 20 ans qui se disputera en 2018 en Bretagne.

Lutte contre les violences

Le parcours législatif compliqué de la proposition de loi « prostitution »

Sous le titre « Prostitution : exit la pénalisation des clients, le Sénat veut rétablir le délit de racolage », **Le Monde** du 28 mars estime que si l'inscription à l'ordre du jour du Sénat en séance publique, les 30 et 31 mars, de la proposition de loi « renforçant la lutte contre le système prostitutionnel » a été accueillie par les partisans du texte « *comme une bonne nouvelle* », le texte « *pourrait subir un retournement lors de son examen* » au Sénat. Le quotidien indique que « *le doute a en effet longtemps plané sur l'avenir du texte, qui divise à gauche et au sein du gouvernement. Ses partisans l'ont cru enterré, ses opposants aussi* ». « *Mais l'examen menace de ne pas tourner comme prévu* », estime **Le Monde**. « *Les sénateurs semblent en effet avoir l'intention de modifier profondément le texte, non seulement en n'y réintroduisant pas la pénalisation des clients, mais en rétablissant le délit de racolage pour les personnes prostituées, que la proposition de loi entendait supprimer* ». Et le journal de citer la sénatrice Michelle MEUNIER, rapporteure du texte : « *Je suis atterrée. Ce serait un recul considérable* ». Dans un communiqué de presse du 26 mars, **le Mouvement du Nid** s'alerte : « *répression pour les victimes et impunité pour les auteurs : le Sénat travaille 16 mois pour revenir 10 ans en arrière !* ». A suivre dans notre prochaine synthèse.

Les effFRONTé-e-s au front contre les violences faites aux femmes

« Le groupe Viol privé de concert », titre **Le Parisien** du 26 mars. En moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, les dynamiques **effFRONTé-e-s** ont réussi à faire annuler le concert parisien d'un obscur groupe de rock. L'association avait en effet dénoncé « avec un profond écœurement les paroles de leur chanson phare « Viol » qui, sous couvert d'un style trash et prétendument anticonformiste, est un appel sans ambiguïté à ce crime sexiste », demandant l'annulation de leur prestation, la condamnation du groupe et le



vote d'une loi globale contre le sexisme. « Aujourd'hui en France, une véritable culture du viol et du sexisme sévit dans notre pays. Orelsan, auteur de chansons faisant l'apologie des violences faites aux femmes dont le titre « Sale pute », n'a jamais été sérieusement inquiété. Certaines marques lancent sciemment des campagnes publicitaires pour faire le buzz suite aux protestations des associations de défense des droits des femmes. Cela ne peut plus durer ! », s'exclament les militantes. **Le Parisien** souligne qu'un certain nombre de personnalités ont relayé le communiqué des **effFRONTé-e-s**, jusqu'à la secrétaire d'Etat aux droits des femmes, Pascale BOISTARD, qui « applaudit et encourage cette vigilance citoyenne permanente contre les violences ». Face au déferlement de violence sexiste, anti-féministe et/ou lesbophobe, en réactions à l'annulation du concert, les **effFRONTé-e-s** ont diffusé un nouveau communiqué le 27 mars pour rappeler quelques règles en matière de liberté d'expression et « mettre quelques points sur le "i" de Charlie », souvent évoqué dans l'affaire. Rappelons qu'en France, une femme est victime d'un viol toutes les 7 minutes, et plus souvent encore d'agressions physiques et verbales à caractère sexiste et/ou sexuel.

Belgique : un colloque et des recommandations sur les mariages forcés

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, avec la collaboration de l'International Centre for Reproductive Health (ICRH) et Plan Belgique, a organisé un colloque sur le thème « Mariages précoces et forcés en Belgique et dans les pays partenaires de la Belgique ». Au cours de celui-ci, une étude qualitative sur la problématique en Belgique a été présentée par l'ICRH. Plan Belgique a attiré, entre autres, l'attention sur la problématique des mariages précoces et forcés dans les pays en voie de développement. Et l'Institut a formulé des recommandations à destination des professionnels de terrain et des pouvoirs politiques concernés.

[Retrouver le communiqué et les recommandations sur le site de l'IEFH](#)

Culture, communication

Les artistes femmes dans la base « Joconde »

« Pendant des siècles tenues à l'écart des circuits traditionnels d'apprentissage et du marché de l'art, les artistes femmes ont néanmoins fait carrière et marqué l'histoire de l'art par leur talent et leur détermination à faire valoir leur forme expressive ». A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le portail des collections des musées de France a mis en ligne une présentation de la base « Joconde ». L'article 1 de la Loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes indique que « la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes comporte notamment des actions visant à garantir l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes et leur égal accès à la création et à la production culturelle et artistique, ainsi qu'à la diffusion des artistes ». « Petite pierre à l'édifice », soulignent les musées de France, la base « Joconde » recense plus de 17 000 œuvres d'artistes femmes.

[Retrouver la présentation et accéder à la base « Joconde »](#)

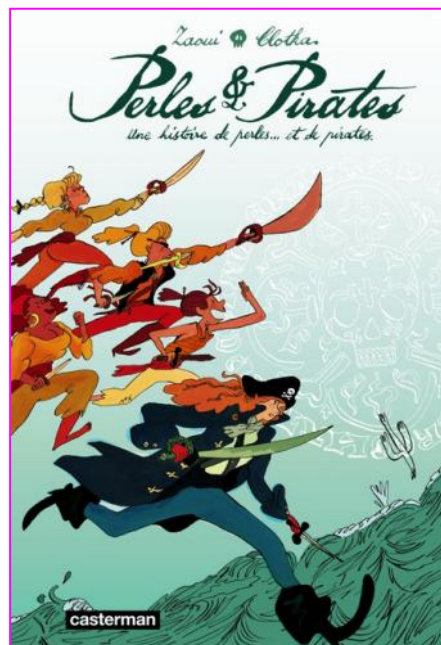
« Cherchez l'erreur », à l'Institut des cultures d'islam à Paris

Sous le titre « L'art de résister, au féminin pluriel », Le Monde du 28 mars rend compte de l'exposition « Cherchez l'erreur », à l'Institut des cultures d'islam à Paris. Pour le journal, à travers les œuvres de six artistes femmes, « Cherchez l'erreur » « propose un regard décalé sur les guerres et les révolutions qui marquent aujourd'hui le monde arabe ». « Des voix féminines différentes de celles des hommes ? », se demande le quotidien. « Peut-être. Alors que les guerres et les bouleversements politiques du Proche-Orient reconfigurent à la fois la scène artistique et la place des femmes dans la société, les artistes de ces régions pourraient devenir les prophétesses de la résistance des sociétés civiles face à l'horreur ».



« Perles et pirates », les femmes à l'abordage !

Pour **RTL**, la bande dessinée du mois de mars a pour titre « Perles et pirates », de Yohan ZAOUI et Clothilde SZYMANSKI, dite CLOTKA, « un univers loufoque et jubilatoire, peuplé de femmes pirates redresseuses de torts, et déterminées à en découdre avec la lâcheté des hommes ». « Un gouverneur, un trésor, Cortez, des galions... tous les éléments nécessaires pour se lancer dans une belle aventure de pirates. À un détail près, nos pirates sont des jeunes femmes... les filles du Grand Mc Kinley, pirate mort dans les geôles du roi. Une règle d'or chez nos pirates, AUCUN HOMME À BORD ! », souligne le résumé de **Casterman**, la maison d'édition. De son côté, **RTL** indique que l'on « trouve de tout dans cette bande dessinée joyeuse »...



Pour information, cette synthèse est réalisée à partir d'alertes d'actualité internet, de la surveillance des sites institutionnels français, ainsi que d'une sélection de sites associatifs francophones, des informations et documents reçus par le bureau de l'animation et de la veille et d'une sélection de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale. - Photos © DR

Direction générale de la cohésion sociale – Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes
Bureau de l'animation et de la veille - dgcs-sdfe-synthese@social.gouv.fr - <http://www.femmes-egalite.gouv.fr/>